Le Soir
PANORAMA

A FONDS PERDUS

La force de frappe wahhabite

L'opinion arabe ne semble pas avoir pris toute la mesure du tournant, au demeurant dangereux, que constitue l'intervention militaire saoudienne à Bahreïn. Les Saoudiens y sont intervenus pour réprimer une opposition suspectée d'être pro-chiite, sans que les Occidentaux s'en émeuvent vraiment, preuve d'un parti-pris flagrant et intéressé dans les «révolutions arabes».

Cet événement et tant d'autres reposent la question de savoir de quelle marge de manœuvre et de quels moyens d'action armée dispose l'hégémonisme wahhabite, ou ses velléités, dans le cadre du parapluie et de la sous-traitance américains ?

Le Pacte de Quincy, conclu en 1945 à bord du croiseur américain dont il porte le nom, entre le roi saoudien Abd el Aziz ibn Saoud et le président américain Franklin Roosevelt, portait essentiellement sur un échange pétrole contre protection entre les deux États. Il fait de l'Arabie saoudite «un fournisseur vital, dont la sécurité doit être assurée à tout prix».

Une récente étude(*) explore les ambitions de la politique de défense saoudienne, connue du grand public pour la signature de gros contrats à l'image du «contrat du siècle», présenté pour validation au Congrès américain en 2010 et portant principalement sur la fourniture d'avions de chasse et d'hélicoptères, pour un montant de… tenez-vous bien : 60 milliards de dollars. Une politique également connue pour les scandales de corruption que ces mêmes contrats révèlent épisodiquement à l'opinion publique.

A première vue, le tableau est d'une simplicité avérée : une population réduite peu portée sur la rébellion, en dehors de sa fraction chiite, qu'un petit commissariat de quartier suffirait à maintenir dans l'allégeance à la fratrie des Al Saouds, ne justifie pas l'acquisition de moyens de défense aussi sophistiqués.

Un bref aperçu sur la structure démographique indique que la population chiite d'Arabie saoudite est la plus importante après celle d'Irak dans le monde arabe. Elle représente entre 10 et 15% de la population, environ 2 millions. Ce sont des chiites duodécimains, vivant pour la plupart dont la région de Sharghieh, une région riche en pétrole et où se trouvent justement les plus importantes infrastructures pétrolières.

Une féroce répression frappe cette population qui se réfugie dans l'isolement, d'abord. Une stratégie qui leur dicte de ne pas affronter l'Etat, tribal et surarmé, tout en préservant leur mode de vie communautaire, leur culture religieuse, les formes d'entraide, et en s'appuyant sur les aides étrangères pour survivre.

Contestation pacifique aussi. Une stratégie qui recourt principalement aux médias, notamment les réseaux sociaux, avec la collaboration des autres composantes de l'opposition, à tendance séculaire et libérale, qui se trouvent pour l'essentiel en exil. Enfin, collaboration et coexistence. Une stratégie préconisée par le mouvement réformiste, y compris Cheikh Hassan Alsafar, l'un des leaders chiites saoudiens, qui met à profit les moindres opportunités de changement par le dialogue.

A l'exception de la menace chiite intérieure, quelles peuvent être alors les menaces sur la défense nationale saoudienne ?

La concentration massive des implantations et infrastructures pétrolières dans l'est et leur vulnérabilité (le pays a déjà été victime d'attaques par le passé, comme en mars 1988, lorsqu'un attentat à l'explosif avait visé la raffinerie de Joubail dans la province orientale, ou en 2006, avec une attaque terroriste sur un complexe industriel de la compagnie Saudi Aramco) justifie-t-elle, à elle seule, un déploiement armé exceptionnel ?

La compagnie saoudienne Saudi Aramco dispose d'une armée d'environ 35 000 hommes qui assurent la sécurité des infrastructures – dont un réseau d'oléoduc qui dépasse les 5 000 kilomètres de long — et d'autres structures vitales pour le royaume.

L'étude citée estime «particulièrement intéressant de mener une analyse géographique des installations de défense saoudiennes, afin d'identifier la stratégie à l'échelle nationale, mais aussi d'observer les réponses apportées au déséquilibre géographique des infrastructures vitales».

Le premier élément de sécurité est constitué d'un réseau très dense de radars au service de la détection. Leur format actuel remonte au milieu des années 1990 et la mise en place du contrat «Peace Shield» pour un coût de 5,6 milliards de dollars : «Ce contrat a posé la base du réseau de radars saoudien, qui a depuis gardé la même structure tout en bénéficiant de mises à jour régulières. Ainsi, sur les 25 radars que compterait le réseau saoudien, 17 semblent avoir été fournis dans le cadre de «Peace Shield», le reste étant des modèles plus anciens de moyenne et courte portée».

Après les radars viennent les systèmes de missiles placés sous la responsabilité de la «Royal Saudi Air Defence», «une branche de l'armée qui a pris son indépendance en 1981 sous les ordres de Khalid ben Sultan et qui compte aujourd'hui 16 000 hommes».

De nombreuses batteries de missiles sont alignées sur la côte du golfe Arabo-Persique — 9 plus précisément — et une deuxième ligne de 8 batteries se dresse entre Riyad et Hafar al Batin.

Les batteries Patriot, acquises en 1993, en remplacement des Hawk dont la technologie a été mise en service par l'armée américaine dans les années 1960, sont réputées pour être parmi les meilleures au monde. Elles sont implantées en grande majorité sur la côte orientale ainsi qu'aux abords de la capitale du royaume, l'objectif prioritaire étant de protéger les infrastructures pétrolières et les villes proches de Dammam mais aussi le centre du pouvoir politique à Riyad.

Ces considérations de politique intérieure n'altèrent nullement une autre considération liée à une peur viscérale de l'Iran et des menaces qu'il ferait peser sur la côte orientale de l'Arabie saoudite. Les révélations de Wikileaks concernant le rôle d'Abdallah Ibn Abdel Aziz dans la mobilisation anti-iranienne ont surpris le monde, notamment lorsque le roi demande aux autorités américaines de «couper la tête du serpent» iranien dont il venait de recevoir le président, Mahmoud Ahmadinejad, à Riyad. Une peur bleue qui justifierait un déploiement militaire immodéré également sur terre.

Le principal effort repose sur l'armée de terre, particulièrement bien implantée avec une couverture équilibrée, dispose de 2 bases au nord, à Tabuk et Hafar al Batin, 2 au centre à Riyad et al Kharj et 2 au sud à Khamis Mushayt et Sharurah.

Ces effectifs sont complétés par ceux de la Garde nationale chargée de protéger les infrastructures vitales, notamment pétrolières, la capitale administrative et la famille royale qui s'y trouve, ainsi que les villes saintes de La Mecque et Médine.

«Au total, c'est 1,5 milliard de dollars par an qui sont alloués à la protection des infrastructures vitales du royaume.»

Ainsi, grâce à la rente pétrolière et à l'islam comme ressource symbolique, l'Arabie saoudite s'est constitué un vaste réseau de clientèle dans le monde arabe et islamique. Elle a su mobiliser ce réseau pour endiguer la vague socialiste et nationaliste qui a traversé le monde arabe dans la deuxième moitié du XXe siècle.

Le nationalisme arabe a été

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

stigmatisé comme une politique importée et exogène contraire aux principes mêmes de l'Islam – à la seule revendication de recouvrement de souverainetés territoriales perdues et jamais admis au statut de djihad — alors que le socialisme, même spécifique, était présenté comme un mouvement antireligieux.

Depuis le 11 septembre 2001, au nom de la «guerre contre le terrorisme» initiée par l'administration Bush, l'Arabie saoudite joue un nouveau rôle dans la délégitimation des mouvements violents ou pacifiques hostiles aux intérêts étrangers, notamment américains, dans la région, grâce à un réseau d'institutions, d'organes de presse et de médias qu'elle contrôle, sur fond, dissuasif, de surarmement.

A. B.

(*) Romain ABY, Géopolitique de l'Arabie saoudite : organisation de la défense nationale,diploweb.com, 19 septembre 2012, http://www.diploweb.com/Geopolitique-de-l-Arabie-Saoudite%2c965.html

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam
hlaalam@gmail.com

Les tireurs, le stand de tirs et les lapins crétins !

Dans l'affaire des consœurs de la Chaîne TV4 harcelées par leur directeur, le procureur requiert un an de prison ferme. Un an ?

Un an selon le calendrier grégorien, hijri ou berbère ?

J'ai le chiffre sous les yeux. L'Algérie viserait donc la création de deux millions de PME, de petites et moyennes entreprises d'ici à 2025. 2 millions. Ce chiffre me rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, l'Algérie visait également la construction d'un million de logements d'ici fin 2013. J'en retiens deux choses, au moins. Que l'Algérie s'est transformée en vaste champ de tirs. On y vise tout le temps. On donne même le nom de la cible. Les logements. Les PME. Les routes. Le nombre de centimètres de rails de trams et de métros. Ou encore le nombre d'écoles. Et deuxième chose, y a jamais personne dans cet immense stand de tirs pour évaluer la performance. Les mecs qui ont annoncé tant de logements ou tant de compteurs de gaz à installer ont-ils visé juste ? Ont-ils mis dans le mille ? Si oui, de combien de balles ont-ils eu besoin pour faire mouche ? Sinon, quelque âme charitable, un brin versée dans l'art du tir, leur a-t-elle mis sous le nez la cible lamentablement ratée ? Parce qu'au final, je constate tout de même que la population des tireurs algériens a vachement augmenté, et de manière inversement proportionnelle, celle des juges experts en tirs, les évaluateurs de cartons réussis ou manqués a diminué de manière drastique. Et puis, d'un point de vue juridico-balistique, peut-on impunément laisser faire des personnes qui interviennent violemment dans notre environnement en annonçant qu'elles vont canarder un million de logements dans les semaines qui suivent ou deux millions de PME dans les années à venir et se contenter de les regarder, ne rien tirer du tout, sauf sur leurs cigares et sur le temps qui passe ? Comme une promesse, une menace est une menace, et il faut la tenir ! Ils nous menacent tout le temps de viser tant de performances, qu'ils le fassent les gros balourds de chasseurs du dimanche. Enfin… du vendredi ! Ou alors qu'ils aient, une bonne fois pour toutes, l'honnêteté de reconnaître qu'ils ne peuvent plus rien tirer du tout. Y a pas de honte à avoir là-dessus ! Y a un âge pour tout ! Et passé l'âge de tirer, de viser juste, faut peut-être penser à quitter le stand de tirs et à y laisser de plus jeunes affûtés et ophtalmologiquement plus aptes à mettre dans la cible. Sans parler du fait que prétendre encore viser et tirer au-delà d'un certain âge, ça peut vite devenir dangereux. On risque de se tromper de cible. De commettre une bavure. Voire un carnage. Ou pis, de se faire tirer à son tour comme un lapin. Je me demande combien de lapins l'Algérie compte produire d'ici à l'horizon 2025 ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.